

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, ce que le gouvernement du Canada a tenté de faire, c'était de s'assurer, de façon expéditive, que M. Mohammad pouvait quitter le pays. Cela me surprend de la part du parti libéral, alors que cela fait huit mois que nous essayons de nous donner des projets de loi afin de pouvoir procéder rapidement avec les contrebandiers. Monsieur le Président, regardez le parti libéral! . . . Ils ne peuvent jamais prendre position. De grâce, donnez-nous une position pour savoir . . .

LE RÔLE DU SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Je le remercie d'avoir essayé d'aider à résoudre le conflit entre M. Mohammad et la Commission d'appel de l'immigration d'une façon acceptable aux deux parties, et j'espère que malgré les paroles attribuées au ministre par *The Globe and Mail* aujourd'hui, le ministre ne condamne ni M. Mohammad, ni ses avocats, pour l'échec de ce projet.

Ma question au ministre est donc la suivante: Au sujet des paroles attribuées à M. Saleh par *The Globe and Mail*, est-ce que le ministre peut confirmer que c'est le Service canadien du renseignement de sécurité qui, en donnant les nouvelles aux médias, a bloqué ce projet?

[Traduction]

L'hon. James Kelleher (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je peux informer le député que les dispositions prises pour le voyage ont été telles que l'a annoncé mon collègue, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Elles ont été prises par M. Mohammad, ses avocats et ses amis. Elles ont été discutées avec mon collègue, le ministre. La GRC a exercé une surveillance de protection. Le SCRS ne s'est en rien occupé des dispositions prises pour ce voyage ni de l'affaire en question.

ON DEMANDE UN RAPPORT DU MINISTRE SUR L'ÉCHEC DU PROJET

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, puisque M. Saleh a accusé le SCRS de ne pas avoir tenu son engagement, et étant donné les allusions contradictoires dans les médias, le ministre de l'Immigration, qui est celui qui a essayé d'obtenir un résultat positif dans cette situation difficile, va-t-il entreprendre de rapporter à la Chambre dès que possible les raisons pour lesquelles ce projet humanitaire a échoué?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je pense que j'ai donné la substance de la réponse, tout à l'heure, lorsque j'ai mentionné que les mesures prises par M. Mohammad et ses représentants, pour quitter le pays, ont été définies par lui. Les raisons pour

Questions orales

lesquelles ces mesures n'ont pas réussi ne se rapportent absolument pas à l'action gouvernementale, mais aux mesures prises par M. Mohammad lui-même.

Et je pense qu'hier, dans ce que son avocat a dit, et dans tout ce qui a été dit hier par les témoins concernés, on ne s'est jamais référé, de quelque façon que ce soit, à la responsabilité du gouvernement.

Quant à la question du député, monsieur le Président, j'assure mon collègue que d'aucune façon je n'ai dit . . . ou je n'ai blâmé M. Mohammad, ses avocats ou ses représentants.

* * *

• (1450)

[Traduction]

AIR CANADA

LES TARIFS POUR LES VOLS DE TORONTO ET HALIFAX À DESTINATION DE LONDRES

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur le Président, êtes-vous certain que les caméras peuvent filmer ce coin? Comme j'ai commencé à le dire il y a 24 heures, avant d'être interrompu, je voudrais poser une question au ministre des Transports sur la politique d'Air Canada concernant les tarifs des vols outre-mer.

Le ministre est au courant, je pense, qu'Air Canada a annoncé un tarif aérien de 388 \$ pour les vols de Toronto à Londres alors qu'en même temps le tarif d'Halifax à Londres est de 488 \$. Je n'ai pas à dire au ministre quelle inquiétude cela a suscitée chez les habitants du Canada atlantique. Nous savons qu'Air Canada devrait s'efforcer d'appliquer une politique d'égalité des prix dans tout le Canada. Va-t-il faire une enquête sur cette différence et en faire rapport à la Chambre dès que possible? Entre temps, va-t-il demander à Air Canada de faire preuve de justice dans ses tarifs aériens?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, je compatis à l'inquiétude du député parce que la situation en ce qui concerne les tarifs de Terre-Neuve à Londres, en Angleterre, est également nettement injuste.

M. Blackburn (Brant): Alors il faut y remédier.

M. Crosbie: Qu'allons-nous faire pour y remédier? Le fait est, monsieur le Président, que personne ne peut comprendre les tarifs des compagnies aériennes. Cela me dépasse qu'on s'attende à ce que je les comprenne.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. le Président: Même si les questions n'obtiennent pas toujours des renseignements, celle-ci a certainement reçu une réponse franche.

Des voix: Oh, oh!